

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

ACQUISITION, LIVRAISON ET INSTALLATION D'UN MICROSCOPE CONFOCAL A BALAYAGE LASER

la science pour la vie, l'humain, la terre

Centre Pays de la Loire – Service Déconcentré d'Appui à la Recherche - Service Achats Marchés

3 impasse Yvette cauchois
La Géraudière
44300 NANTES
Tél : +33 (0)2 40 67 50 00

42 rue Georges Morel
CS 60057
49071 BEAUCOUZE
Tél : +33 (0)2 41 22 56 00

Rejoignez-nous sur :



www.inrae.fr/centres/pays-loire/

SOMMAIRE

Article premier : Objet et durée du marché	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Décomposition en tranches et en lots	3
1.3 - Durée du marché	3
Article 2 : Pièces contractuelles du marché.....	3
Article 3 : Délais d'exécution du marché	3
3.1 - Délais de base	3
3.2 - Prolongation des délais	4
Article 4 : Modalités d'exécution du marché	4
Article 5 : Vérification et admission des fournitures et/ou services	5
5.1 - Mise en ordre de marche	5
5.2 - Admission	6
Article 6 : Garantie des fournitures et/ou services	6
Article 7 : Avance	6
Article 8 : Prix du marché.....	7
Article 9 : Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement.....	7
14.1 - Modalités de règlement	7
9.2 - Présentation des demandes de paiements	7
9.3 - Délai global de paiement	9
Article 10 : Pénalités de retard	9
Article 11 : Hygiène et sécurité.....	10
Article 12 : Confidentialité.....	10
Article 13 : Protection des données à caractère personnel	11
13.1 Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants	11
13.2 Engagement du titulaire	13
Article 14 : Assurances.....	14
Article 15 : Modifications des fournitures et/ou services initiaux	15
Article 16 : Résiliation du marché	15
Article 17 : Droit et Langue	15
Article 18 : Dérogations au C.C.A.G./F.C.S.	16

Article 1 : Objet et durée du marché

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent l'acquisition d'un module permettant de réaliser des déterminations structurales par activation haute énergie sur un spectromètre de masse haute résolution.

1.2 - Décomposition en tranches et en lots

La consultation relative au présent marché n'était pas décomposée en lots au sens de l'article L.2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

1.3 - Durée du marché

La durée du présent marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'article 3 ci-après.

La durée de la garantie des fournitures et/ou services est fixée à l'article 6 ci-après.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. / F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- **L'offre technique et financière du titulaire.**

Article 3 : Délais d'exécution du marché

3.1 - Délais de base

En application de l'article 13 du C.C.A.G. / F.C.S., le délai d'exécution du présent marché part de la date de sa notification.

Le délai d'exécution du présent marché est stipulé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date prévue pour l'admission des fournitures et/ou services, telle que définie à l'article 5 du présent document.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. / F.C.S.

Article 4 : Modalités d'exécution du marché

Le présent marché est **un marché forfaitaire**.

Le présent marché s'exécute suivant les conditions détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les fournitures et/ou services doivent être conformes aux stipulations de l'ensemble des documents contractuels (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de remise des offres).

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G. / F.C.S. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison indiqué dans le présent marché.

La livraison des prestations se fait dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G. / F.C.S.

L'adresse de livraison est la suivante :

**INRAE - Unité BIA - Plateforme BIBS
Site de Nantes - 3 impasse Yvette Cauchois La Géraudière 44300 Nantes**

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des contraintes d'accès au lieu de livraison et avoir pris en compte dans son offre ces contraintes.

Les fournitures sont munies d'une plaque d'immatriculation portant le nom du fabricant, le type de fourniture et leur numéro de fabrication.

Dans le cadre de son offre, le titulaire assure la formation du personnel chargé d'utiliser les fournitures objet du marché. Cette formation est assurée après la mise en ordre de marche des fournitures.

Enfin, dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire remet les documents suivants :

- Notice détaillée, si possible en langue française, précisant les modalités et les conditions d'utilisation de l'ensemble des fournitures livrées (équipement, logiciels) ainsi que ses conditions de maintenance,
- Certificats de conformité aux normes CE des fournitures,
- Manuel de formation des utilisateurs.

Article 5 : Vérification et admission des fournitures et/ou services

5.1 – Mise en ordre de marche

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps sont effectuées par un représentant du pouvoir adjudicateur au moment même de la livraison des fournitures conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G. / F.C.S.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative destinées à constater que les fournitures répondent aux stipulations du présent marché sont effectuées au moment de la mise en ordre de marche des fournitures.

Cette mise en ordre de marche est effectuée par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, dans les locaux désignés par le pouvoir adjudicateur et conformément à un plan arrêté par le pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire. Le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche en présence du représentant du pouvoir adjudicateur.

A l'issue de cette mise en ordre de marche, un procès-verbal de mise en ordre de marche joint au présent document est établi contradictoirement, en un seul exemplaire, et signé par les deux parties.

Si lors de la mise en ordre de marche, les fournitures ne répondent pas aux stipulations du présent marché, la mise en ordre de marche est reportée à une date ultérieure, ne pouvant excéder le délai d'un (1) mois, afin que le titulaire procède aux réparations des fournitures en cause. Le procès-verbal signé contradictoirement à l'occasion de la première tentative de mise en ordre de marche atteste du report et fixe la nouvelle date. Ce document est notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur sous quinze (15) jours à compter de sa signature.

Si lors de la nouvelle tentative de mise en ordre de marche, les essais sur les fournitures ne sont pas satisfaisants, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de :

- Etablir une nouvelle date de mise en ordre de marche sous les mêmes conditions que celles énoncées ci-dessus ;
- Prononcer le rejet (partiel ou total) des fournitures en cause. Le titulaire doit en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités du pouvoir adjudicateur, sauf pour le pouvoir adjudicateur à décider la résiliation du marché s'il considère que le délai fixé est incompatible avec les nécessités du service bénéficiaire.

Une formation de base d'introduction au matériel et à son entretien doit être effectuée dans les 15 jours suivant l'installation. Au terme de cette formation initiale, au minimum un (1) agent du pouvoir adjudicateur doit pouvoir faire une utilisation effective de l'appareil et pouvoir procéder aux tests de vérification de service régulier. Le procès-verbal de mise en ordre de marche ne pourra être signé qu'au terme de cette formation de base. Si une formation additionnelle approfondie est prévue au marché, celle-ci devra se dérouler dans les délais prévus au C.C.T.P. ou dans son silence, après la mise en ordre de marche et avant l'admission des fournitures.

5.2 - Admission

Les opérations de vérification de service régulier des fournitures sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le bon fonctionnement des fournitures sera vérifié ainsi que leurs performances et leur conformité aux clauses techniques exigées dans le cadre du présent marché.

La vérification des fournitures suppose leur utilisation effective dans les conditions prescrites par le titulaire. Tous les tests nécessaires pourront être réalisés conformément aux éléments à fournir par les candidats selon le C.C.T.P. permettant l'évaluation des caractéristiques décrites.

Si les opérations de vérification de service régulier sont positives, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous réserve des vices cachés. En dérogation à l'article 30 du C.C.A.G. / F.C.S, l'admission prend effet à la date de signature de la décision d'admission jointe au présent document ou en l'absence de décision, dans un délai d'un (1) mois à dater de la signature du procès-verbal de mise en ordre de marche.

Si les opérations de vérification de service régulier sont négatives, le pouvoir adjudicateur prononce l'ajournement, la réfaction ou le rejet des fournitures dans les conditions décrites à l'article 30 du C.C.A.G. / F.C.S.

Article 6 : Garantie des fournitures et/ou services

Dans le cadre de l'offre de base, les fournitures font l'objet **d'une garantie commerciale d'un an (1) an**. Par dérogation à l'article 33.1 du C.C.A.G. / F.C.S, le point de départ du délai de la garantie est la date d'admission des fournitures.

Pour les logiciels fournis pour le pilotage et l'exploitation des fournitures, la garantie devra comprendre obligatoirement leur mise à jour.

Le contenu de la garantie commerciale (pièces, la main-d'œuvre, frais de déplacement, etc.) est détaillé dans l'offre du titulaire.

Au titre de cette garantie commerciale, le titulaire s'engage à intervenir dans le délai indiqué dans son offre.

Au titre de la PSE imposée, une extension de garantie de 2 ans sera proposée.

Article 7 : Avance

Une **avance** est accordée au titulaire, dans les conditions de l'article R.2191-3 et R.2191-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, lorsque le montant initial du marché est **supérieur à 50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est **supérieur à deux (2) mois** ; sauf indication contraire précisée dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à **10,00 %** du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise il sera fait application de l'article R.2191-7 paragraphe 3.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Article 8 : Prix du marché

Les fournitures et/ou services faisant l'objet du présent marché sont réglées par **un prix global forfaitaire**. Ce prix est **ferme et définitif** pour la durée totale d'exécution du présent marché.

Ce prix est défini à l'article 2 de l'Acte d'Engagement du présent marché.

Article 9 : Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

14.1 - Modalités de règlement

Les fournitures et/ou services sont réglés de la manière suivante :

☐ À terme à échoir

☒ À terme échu

Suivant les modalités ci-dessous :

☒ Suivant les **acomptes** ci-après :

- Un **acompte de 70% du montant total HT** sera versé **à la signature du procès-verbal de mise en ordre de marche** prévue au présent marché,
- **Le solde de 30%** sera versé **dès la notification de la décision d'admission** au titulaire comme prévu au présent marché.

Conformément à l'article 11.2 du C.C.A.G. / F.C.S., chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de paiement de la part du titulaire.

9.2 - Présentation des demandes de paiements

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier prévu à l'article 9.1 du présent document.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.**

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par le pouvoir adjudicateur que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, toutes les mentions obligatoires énumérées au point « Important » détaillé ci-après.

Les factures qui ne respecteront pas les modalités d'envoi ou qui ne comporteront pas les mentions obligatoires et notamment le numéro de marché et/ou de bon de commande seront systématiquement retournées.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Important :

Dans le cadre d'une démarche de modernisation, le pouvoir adjudicateur s'est engagé dans une réorganisation des modalités de traitement des factures émises par ses fournisseurs. Un service de traitement de la facture est créé au sein de chaque Service Financier et Comptable.

Afin d'optimiser le délai de traitement et de paiement de vos factures, il conviendra désormais de veiller à faire apparaître impérativement sur vos demandes de paiement les mentions obligatoires suivantes :

- Le numéro de marché
- Le numéro de commande du pouvoir adjudicateur qui se situe en haut du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du fournisseur
- Le numéro de SIREN, SIRET, Registre du commerce ou Répertoire des métiers du fournisseur
- Le numéro d'identification pour les fournisseurs de l'Union Européenne (ex : GB..., DE...),
- Le numéro de TVA du fournisseur en cas d'assujettissement ou la mention de non assujettissement,
- Les coordonnées bancaires du compte sur lequel effectuer le règlement, de préférence sous format IBAN (à défaut joindre un RIB ou RIP),
- Désignation claire et détaillée des fournitures ou services : quantité, prix unitaire, nombre d'heures, taux horaire.
- Indication des montants HT - TVA (en faisant apparaître clairement le taux retenu) - TTC (en cas de non assujettissement, en faire référence sur la facture).

La facture doit être impérativement établie à l'ordre du pouvoir adjudicateur et comporter le numéro de TVA intracommunautaire du pouvoir adjudicateur (FR 57 180 070 039) ainsi que le numéro SIRET du Centre de Recherche INRA Pays de la Loire (180 070 039 00557).

La facture doit être datée (déchéance quadriennale) et numérotée.

En cas de facture manuscrite, elle doit être arrêtée en toutes lettres.

En cas d'affacturage, la mention doit obligatoirement figurer sur la facture.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la présidente du Centre de Recherche INRA Pays de la Loire, 3 impasse Yvette Cauchois - La Géraudière - 44300 NANTES.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre de Recherche INRA Pays de la Loire, sis à la même adresse.

Le paiement est effectué par **virement administratif** au compte du titulaire précisé à l'Acte d'Engagement ou sur les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe de l'Acte d'Engagement en cas de groupement solidaire.

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance (**DC4**) annexées à l'Acte d'Engagement.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans **un délai global de 30 jours** à compter de la date de réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement est versée systématiquement.

Nota : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte du délai de paiement peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

Article 10 : Pénalités de retard

Conformément à l'article 14 du C.C.A.G./F.C.S., lorsque le délai contractuel d'exécution du marché est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard

Article 11 : Hygiène et sécurité

Le titulaire s'engage à respecter le ou les règlement(s) intérieur(s) en vigueur au sein du pouvoir adjudicateur ainsi que les dispositions légales en vigueur relatives à l'hygiène et à la sécurité.

En cas de travaux à effectuer par le titulaire au sein du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à respecter les dispositions du décret 92-158 du 20 février 1992 relatif aux travaux exécutés dans un établissement par une entreprise extérieure.

Pour les travaux dangereux fixés dans l'arrêté du 19 mars 1993, en application de l'article R.237-8 du Code du Travail, un plan de prévention doit être établi par écrit et signé des deux parties.

Les opérations de chargement et de déchargement doivent se dérouler selon les prescriptions fixées par l'arrêté du 26 avril 1996.

L'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la sécurité (plan de prévention, protocole de sécurité, permis de feu, règlement intérieur, etc.) doivent être étudiées avec le service compétent du pouvoir adjudicateur préalablement à toute opération.

Article 12 : Confidentialité

Toutes les informations, communiquées par le pouvoir adjudicateur au titulaire ou auxquelles le titulaire peut avoir accès lors de l'exécution du présent marché, sont confidentielles, à l'exception des informations tombées dans le domaine public.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures pour qu'aucune de ces informations ne soient ni communiquées ni dévoilées à un tiers soit par lui-même soit par des préposés, personnels permanents ou occasionnels, sous-traitants du titulaire.

Ces informations confidentielles sont et restent propriété du pouvoir adjudicateur.

Cette clause est valable pendant toute la durée d'exécution du présent marché et au-delà pour une période de dix (10) ans.

Article 13 : Protection des données à caractère personnel

13.1 Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

13.1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

13.1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

13.1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :
Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

13.1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

13.1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-qu'il-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

13.2 Engagement du titulaire

13.2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

13.2.2. Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

13.2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion. Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

Article 14 : Assurances

Le titulaire du marché communique au pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, les références de police d'assurance qu'il a souscrite (responsabilité civile) pour couvrir les risques relatifs à l'exécution du présent marché.

Le titulaire ne peut être tenu responsable des dommages occasionnés au pouvoir adjudicateur suite à des détériorations provoquées par le gel, les incendies, les dégâts des

eaux, les tremblements de terre, les pannes d'alimentation électrique, les incidents électriques extérieurs tels les orages, les vols, les dégradations volontaires, les négligences ou les utilisations anormales des installations par le personnel du pouvoir adjudicateur.

En revanche, la responsabilité du titulaire est engagée pour les accidents ou incidents corporels ou matériels qui peuvent survenir et qui sont dus à une faute ou négligence de son personnel lors de l'exécution du présent marché.

Article 15 : Modifications des fournitures et/ou services initiaux

Toute modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur du présent marché doit faire l'objet d'un avenant accepté par les deux parties.

Article 16 : Résiliation du marché

Tout manquement constaté dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si le titulaire ne les a pas remplies dans les quinze jours suivant la réception de la lettre recommandée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché de plein droit aux torts exclusifs du prestataire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Elle prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du C.C.A.G. / F.C.S., en cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur, le titulaire sera rémunéré des fournitures et/ou services terminés et admis et d'autre part des fournitures et/ou services en cours d'exécution dont le pouvoir adjudicateur accepte l'achèvement.

Conformément aux articles 38 à 45 du C.C.A.G. / F.C.S., en cas d'inexactitude des pièces mentionnées à l'article 4 du Règlement de la Consultation, il sera fait application aux torts exclusifs du titulaire des conditions de résiliation prévues par le présent marché.

Article 17 : Droit et Langue

En cas de litige, les cocontractants s'efforcent de trouver une solution amiable pour régler leur différend.

A défaut d'entente entre les contractants, seul le tribunal dans la compétence territoriale du Centre de Recherche INRA Pays de la Loire peut être saisi.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le présent marché est régi par la loi française.

Article 18 : Dérogations au C.C.A.G./F.C.S.

- 1) L'article 5 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 30 du C.C.A.G. / F.C.S.
- 2) L'article 6 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 33.1 du C.C.A.G. / F.C.S
- 3) L'article 16 du présent C.C.A.P. déroge aux articles 38 à 45 du C.C.A.G. / F.C.S.